

Gilles Boquérat

L'INDE D'AUJOURD'HUI
en 100 questions

Tallandier

Collection « en 100 questions »
créée par François-Guillaume Lorrain

Cartes : © Légendes Cartographie/Éditions Tallandier, 2021

© Éditions Tallandier, 2021
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-3745-8

Introduction

En France, on a longtemps préféré parler des « Indes » plutôt que de l'Inde. Jusqu'au début des années 1960, les dépêches diplomatiques envoyées depuis New Delhi avaient pour en-tête « ambassade de France aux Indes », comme il y a la « route des Indes ». Le pluriel renvoyait à l'étrangeté d'un pays aux codes sociaux inintelligibles pour le non-initié, un système de castes heurtant les consciences, un panthéon déroutant, et où se côtoyaient opulence des maharadjahs et foules indigentes. La figure même de Gandhi, qualifié d'apôtre de la non-violence, paraissait en décalage avec la menace d'un conflit nucléaire. La persistance d'une forme plurielle reflétait aussi l'idée qu'il ne pouvait y avoir une seule Inde, tant la pluralité de ses populations et la complexité de ses mœurs en faisaient un pays difficile à décrypter et, d'une certaine façon, auquel accorder de l'intérêt. De plus, il manquait la connivence née d'une histoire coloniale partagée. Pondichéry n'a jamais été qu'un point d'ancrage sur la route de l'Indochine, et la France abandonna bien volontiers le pays à l'influence du monde anglo-saxon. Peu importe qu'il ait été le premier État décolonisé à choisir la voie de la démocratie parlementaire, tournant le dos aux

INTRODUCTION

régimes dictatoriaux qui dominaient le paysage politique des pays du tiers-monde. L'originalité du modèle indien – développement économique à l'étatisme pondéré, volonté d'intégration de ses multiples identités par la conciliation et le respect du verdict des urnes, positionnement géopolitique à l'écart des conflits idéologiques de la guerre froide et de leur vision manichéenne – retenait peu l'attention des intellectuels, plus attirés par les luttes anticoloniales et révolutionnaires porteuses de dogmes familiers. Le regard porté sur l'Inde répondait souvent au prisme du sous-développement, où pauvreté et structures sociales inégalitaires voisinaient avec une religiosité imprégnée de fatalisme. L'intérêt accordé aux missionnaires de la charité de mère Teresa et à leur abnégation dans les mouiroirs de Calcutta pouvait ainsi participer de ce ressenti.

L'Inde fut longtemps oubliée par défaut de modernité. Il est plus difficile de lui faire un tel reproche aujourd'hui : que l'on considère, à titre d'exemples, l'aspiration des femmes à se libérer du patriarcat, la familiarité avec les réseaux sociaux ou la multiplication des barres d'immeubles censée signifier l'acquisition d'un certain confort matériel. Le pays a dû s'adapter aux rapports de force de l'après-guerre froide et jouer, au cours des trois dernières décennies, le jeu de l'ouverture économique. Le regard sur l'Inde a changé, portée qu'elle est par un développement qui la place parmi les pays émergents et avec la perspective d'un marché en pleine expansion. D'ores et déjà son produit intérieur brut (PIB) rattrape celui du Royaume-Uni, l'ancienne puissance colonisatrice. Là où, une génération plus tôt, quelques feux tricolores suffisaient pour réguler le trafic urbain, il y a aujourd'hui des embouteillages monstres. En 2021, on estime que plus de 600 millions d'Indiens sont utilisateurs d'Internet, souvent

INTRODUCTION

à partir de leur téléphone mobile, alors que, seulement une génération en arrière, une simple ligne de téléphone fixe était loin d'être accessible à tous.

Difficile aussi d'ignorer un pays qui avant la fin de la décennie sera le plus peuplé au monde. Le chemin parcouru depuis l'indépendance de 1947 est loin d'être négligeable puisque l'Inde a réussi à nourrir le milliard d'individus ajouté à sa population tout en développant une expertise scientifique qui en a fait un acteur de premier plan dans les technologies de l'information ou dans le domaine spatial ; à éviter l'implosion que certains observateurs prédisaient à la lumière des particularismes ethnolinguistiques et des conflits intercommunautaires ; à préserver les acquis démocratiques et ouvrir une voie à l'affirmation des classes/castes situées en bas de l'échelle sociale. Les Indiens n'hésitent pas à descendre dans la rue pour exprimer leurs revendications, comme cela s'est encore vérifié en 2020 lors des manifestations contre la loi sur la citoyenneté menaçant l'égalité des religions inscrite dans la Constitution et à travers l'opposition aux réformes agricoles.

L'Inde des villes n'a pas encore supplanté celle des campagnes, et la sortie de la pauvreté reste pour beaucoup trop d'individus un projet de vie. Le revenu annuel par habitant, qui s'établit en 2020 autour de 2 000 dollars, demeure cinq fois moins élevé qu'en Chine. Le Premier ministre, Narendra Modi, lors de sa réélection en 2019, s'était engagé à porter le PIB à 5 000 milliards de dollars (contre à peine 3 000 milliards en 2020). Cette ambition, aujourd'hui mise à mal par la pandémie du Covid-19, n'est cependant pas la garantie du développement pour tous (*sabka vikas*) promis, au regard de l'accroissement des inégalités. Elle souligne néanmoins le fait

INTRODUCTION

que l'Inde, portée par les aspirations de sa jeunesse, veut croire en ses capacités à devenir une puissance incontournable. Modi s'était aussi engagé au vivre-ensemble (*sabka sath*), un objectif qui pour se réaliser devrait transcender les clivages, sociaux comme confessionnels. Or, le début de sa seconde mandature invite au scepticisme tant elle est marquée par des mesures alimentant un suprémacisme hindou et stigmatisant la minorité musulmane, à travers discriminations au quotidien et violences communautaires, renforçant ainsi la segmentation de la société autour de l'appartenance religieuse. Problématiques aussi apparaissent les dérives autocratiques d'une direction gouvernementale qui cherche à exercer une influence sur les institutions garantes du respect des règles démocratiques et de la séparation des pouvoirs, et qui affiche par ailleurs une aversion à la critique, comme en témoigne un climat d'intimidation portant atteinte à la liberté d'expression. L'action de Modi est guidée par la volonté d'apparaître dans l'histoire comme l'homme qui aura remplacé l'hindouisme comme matrice culturelle indétronable du pays, écho aux temps anciens, antérieurs à la pénétration musulmane et à la colonisation britannique. Pour être sûr que son passage au pouvoir sera impérissable, le Premier ministre veut aussi l'inscrire dans la pierre à travers la décision de rebâtir les lieux du pouvoir au centre de la capitale, New Delhi.

Le développement de l'appareil productif et de la consommation exige toujours plus d'énergies fossiles, de ressources hydriques, et laisse en retour une empreinte écologique bien supérieure à ce qui serait acceptable pour s'inscrire dans la durée. Un défi, et non des moindres, va être de rendre compatible la soutenabilité d'une légitime demande pour une meilleure qualité de vie avec la protection de l'environnement.

INTRODUCTION

Faute de quoi, un accès équitable à l'eau ou un air respirable pourraient rester une quête plutôt qu'une certitude.

Plus qu'un État-nation, l'Inde se perçoit comme un État-civilisation, fruit d'une histoire multimillénaire et d'un héritage culturel incomparable. Ce legs du passé anime un sentiment de grandeur et la détermination à porter une parole sur la scène internationale. C'est cette conviction qui habite l'activisme diplomatique au-delà de la nécessaire défense des intérêts nationaux. Dans le champ de la politique extérieure, l'Inde s'est ouverte à de nouveaux horizons et à de nouvelles coopérations, tout en adaptant ses moyens militaires aux menaces pouvant peser sur son intégrité territoriale et en revendiquant un statut de puissance majeure. L'universalité, l'Inde l'a déjà acquise à travers ses communautés expatriées présentes sur tous les continents.

Ces remarques préliminaires forment la trame de cet ouvrage qui, à travers les 100 questions traitées, entend suivre l'évolution de l'Inde en posant les fondements et les institutions de la République, en suivant les acteurs politiques et les communautés qui l'habitent, en observant les mutations économiques, technologiques, sociétales et les représentations culturelles, et enfin en analysant les liens avec le monde extérieur et les enjeux stratégiques. Lors de l'accession du pays à l'indépendance le 15 août 1947, Jawaharlal Nehru déclarait que l'Inde avait enfin honoré son rendez-vous avec le destin. Ce destin a plus que jamais pris une dimension globale.

HISTOIRE

1

Quels empires ont dominé l'Inde avant 1947 ?

Le 15 août 1947, l'Inde accède à l'indépendance. Elle tourne ainsi la page de deux cents ans de domination britannique. En 1757, la bataille de Plassey (Bengale), remportée par les troupes de la Compagnie des Indes orientales contre le souverain local, le nabab Siradj al-Dawla, avait permis aux Britanniques de consolider leur présence au Bengale où ils avaient fondé la ville de Calcutta – mettant ainsi un terme aux espoirs français de s'imposer dans le sous-continent. Avec la dissolution de l'Empire sikh au Pendjab en 1849 et l'annexion peu après du royaume d'Oudh (actuel Uttar Pradesh), dernier vestige de la grandeur du pouvoir islamique en Inde, l'Union Jack flottait sur un territoire allant de l'Indus au Brahmapoutre et de l'Himalaya au cap Comorin.

Les limites territoriales du « joyau de la Couronne » britannique excédaient alors celles de l'Empire moghol. C'est Babur (1483-1530), venu d'Asie centrale, qui avait installé une dynastie musulmane à Delhi en 1526 et contrôlé l'Inde du Nord. Il revint ensuite à Akbar (1542-1605) d'en faire un empire en conquérant l'actuel Rajasthan, le Gujarat, le

HISTOIRE

Bengale, puis en étendant son emprise à l'Inde centrale. Outre la construction d'une nouvelle capitale (de courte durée) à Fatehpur Sikri, non loin d'Agra, Akbar demeure aussi dans les mémoires pour s'être éloigné d'une vision orthodoxe de la religion musulmane et avoir été ouvert au dialogue interreligieux. Le souvenir de son petit-fils, Shah Jahan (1592-1658), cinquième empereur moghol, est associé à la construction du Taj Mahal. L'Empire moghol connut son apogée territorial sous le règne du rigoriste Aurangzeb (1618-1707), englobant une partie du sud de la péninsule.

L'emprise musulmane sur le sous-continent avait débuté avec le sultanat de Delhi (1206-1526), qui vit se succéder plusieurs dynasties turco-moghols, notamment celles des Tughluq (1320-1413) et des Lodhi (1451-1526). Le royaume hindou de Vijayanagara, édifié à partir de 1336 dans le sud de la péninsule, échappa à l'invasion musulmane, avant de décliner au milieu du XVI^e siècle. Pour trouver un autre exemple d'unification du pays, il faut remonter dans le temps à la dynastie Maurya (v. 320-v. 180 avant notre ère), avec des figures centrales comme Kautilya, l'auteur de traités sur l'art de gouverner préfigurant Machiavel, et l'empereur Ashoka, qui, converti au bouddhisme, fit graver ses édits porteurs de préceptes moraux à travers le sous-continent. La dynastie hindoue des Gupta (IV^e siècle-VI^e siècle), souvent mythifiée en âge d'or culturel, témoigne elle aussi d'une volonté d'unification du pays, surtout centrée sur l'Inde du Nord. Elle connut son apogée sous le règne de Chandragupta II (380-415). Les grandes dynasties hindoues du sud du pays durant ce premier millénaire correspondent à l'Empire chola (300 avant notre ère-fin du XIII^e siècle) et aux rajahs Pallava (III^e siècle-IX^e siècle).

HISTOIRE

Le délitement de l'Empire moghol au cours du XVIII^e siècle avait aiguisé l'appétit d'indépendance de souverains régionaux, comme le sultan de Mysore au sud et la puissante confédération mahratte de l'Inde centrale qui s'était étendue dans le nord du pays. Mais ils durent s'incliner devant la marche conquérante des Britanniques. En 1857, la rébellion de soldats indigènes au service de l'armée coloniale (les cipayes) déclencha un soulèvement populaire, inégalement suivi, mais dont l'échec acta le transfert l'année suivante du pouvoir de la Compagnie des Indes orientales à la Couronne et au Parlement britanniques. Le vice-roi des Indes devint le représentant de la reine Victoria. L'exercice du Raj britannique sur l'ensemble du territoire prit la forme du développement d'institutions politiques et administratives, d'une structure juridique et de réalisations physiques comme l'extension des chemins de fer ou des lignes télégraphiques. Les Britanniques contribuèrent aussi à une connaissance de l'histoire de l'Inde, notamment ancienne, par des études épigraphiques et archéologiques. Le mépris racial et l'exploitation commerciale et économique du pays constituaient la face sombre de cette domination.

Si l'Inde de 1947 est une jeune nation, c'est donc une vieille civilisation, que le Premier ministre Nehru comparait à un palimpseste dont les traces antérieures ne peuvent être complètement effacées. Les nationalistes hindous affichent une vision plus réductrice à travers une lecture binaire assimilant l'histoire indienne à l'histoire hindoue. Ils renvoient la perte de l'estime de soi à la soumission à une domination étrangère ou d'origine étrangère, incluant non seulement l'Inde britannique, mais aussi les dynasties musulmanes, surtout abordées sous l'angle de persécutions infligées aux hindous.

Comment le pays s'est-il affranchi de la colonisation britannique ?

La première opposition populaire à la présence britannique sur le sol indien est la révolte des cipayes en 1857, qualifiée parfois de première guerre d'indépendance. La manifestation politique du sentiment nationaliste apparaît quant à elle avec la naissance en 1885 du Congrès national indien (CNI)¹, qui adopte en 1906 la notion de *swaraj* (« autogouvernance »). Mais c'est au lendemain de la Première Guerre mondiale que la marche vers l'indépendance prend réellement corps : la contribution de l'Inde au conflit, humainement et financièrement, suscite en retour des attentes chez les dirigeants nationalistes. Celles-ci sont déçues lorsque, en mars 1919, les lois Rowlatt du colonisateur introduisent des dispositions répressives envers toute activité jugée subversive. Mohandas Karamchand Gandhi (1869-1948), qui a expérimenté en Afrique du Sud le *satyagraha* (« attachement à la vérité »), une résistance non violente contre les discriminations, appelle

1. Le terme de Congrès national indien, ou CNI, est ici retenu pour la période pré-indépendance, puis celui de parti du Congrès pour la période post-1947.

à un *hartal* (« grève ») dans tout le pays. Le mois suivant survient la tragédie de Jallianwala Bagh à Amritsar (Pendjab) : près de 400 Indiens pacifiquement rassemblés tombent sous la mitraille du brigadier général Reginald Dyer. Fin 1919, le gouvernement britannique promulgue le *Government of India Act*, qui prévoit un transfert limité de responsabilités au niveau provincial, sans calmer pour autant les impatiences émancipatrices.

Un an plus tard, le CNI lance un mouvement de non-coopération qui se traduit notamment par le boycott des textiles importés du Royaume-Uni. Symboliquement, Gandhi invite la population à filer elle-même avec un rouet. Début 1922, face au danger d'une dérive violente contraire à l'éthique d'*ahimsa* (« non-violence »), le Mahatma met en veille la vague d'agitations. Elle repart à la fin des années 1920 après la visite de la commission Simon, composée de parlementaires britanniques chargés de déterminer le futur de l'Inde. Les réformes constitutionnelles portant sur un transfert de pouvoirs sont jugées insuffisantes et le CNI proclame le 26 janvier 1930 « le jour de l'indépendance² ». La relance du mouvement nationaliste et de désobéissance civile débute par un acte symbolique : le refus du monopole exercé par les Britanniques sur la vente du sel ; Gandhi lance en mars 1930 la « marche du sel », qui s'achève à Dandi (Gujarat) au bord de la mer d'Arabie. Cette nouvelle phase de contestation aboutit en 1933 à des arrestations massives. Les Britanniques promulguent en 1935 un nouveau *Government of India Act* qui, tout en leur conservant la haute main au niveau national, offre davantage d'autonomie aux

2. Vingt ans plus tard jour pour jour, l'Inde adopte officiellement sa Constitution et devient une république. Le 26 janvier est depuis le jour de la fête nationale.

HISTOIRE

assemblées provinciales (le corps électoral pour leur élection passe de 6,5 à 30 millions d'individus mais reste censitaire).

Les élections provinciales de 1937 sont de fait un succès pour le CNI, qui demande à Londres de s'engager sur l'indépendance en échange de son soutien dans la guerre contre le fascisme. Les Britanniques refusent, conduisant à la démission, à l'automne 1939, des gouvernements congressistes dans les provinces. Alors que les forces japonaises se rapprochent dangereusement de l'Inde au printemps 1942, le dirigeant travailliste britannique Stafford Cripps tente une médiation, qui achoppe sur le partage futur de l'exécutif. Le 8 août 1942, le CNI adopte la résolution *Quit India* exigeant le transfert immédiat du pouvoir aux Indiens, tout en soutenant le maintien des troupes alliées pour faire face à la menace extérieure. La réponse britannique est brutale : les dirigeants du CNI sont renvoyés en prison. Leur mise à l'écart jusqu'en 1945 fait les affaires de la Ligue musulmane, qui, derrière Muhammad Ali Jinnah (1876-1948), occupe une partie de l'espace politique et peut ainsi avancer l'idée de la création d'un Pakistan qui regrouperait les provinces à majorité musulmane.

La fin de la guerre et le retour des travaillistes au pouvoir à Londres ouvrent la perspective d'un retrait britannique du sous-continent à un horizon proche. Le plus difficile est d'en définir les termes sur fond de divergences entre le CNI et la Ligue musulmane que la puissance coloniale renonce à résoudre. Le 20 février 1947, Clement Attlee, le Premier ministre de Sa Majesté, fixe à juin 1948 le départ des Britanniques. Cette échéance est finalement anticipée par le nouveau et dernier vice-roi des Indes, Lord Louis Mountbatten, qui annonce début juin 1947 que le transfert du pouvoir sera effectif le 15 août.

La partition était-elle inéluctable ?

Lorsque l'Inde accède à l'indépendance le 15 août 1947, elle a été précédée la veille par le Pakistan. La partition du sous-continent est le dernier acte d'une pièce commencée en 1906 avec la création de l'All-India Muslim League, trois ans avant l'introduction d'électorats séparés dans le cadre des réformes dites Morley-Minto adoptées par le Parlement britannique : elles permettent l'élection au Conseil impérial et aux assemblées régionales de représentants indiens tout en prévoyant que des sièges soient réservés à la minorité musulmane. Longtemps dans l'ombre du CNI, la Ligue musulmane, organisation de notables, préfère à l'agitation dans la rue une approche constitutionnaliste pour obtenir des concessions des Britanniques. Il faut attendre le milieu des années 1930 pour que Muhammad Ali Jinnah, de retour d'Angleterre où il s'est exilé suite à un désaccord avec le CNI sur la représentation des musulmans dans les législatures, se fixe pour objectif de prouver que la Ligue musulmane est le porte-parole des masses musulmanes. Une vision contestée par le CNI, qui entend dépasser les clivages confessionnels, à l'image d'une personnalité comme Abul Kalam Azad (1888-1958), qui deviendra à l'indépendance le ministre indien de l'Éducation.

HISTOIRE

Les élections de 1937 sont un échec pour la Ligue musulmane, qui ne remporte aucune des onze provinces en jeu, pas même celles à majorité musulmane du Sind, du Pendjab, de la Province frontalière du Nord-Ouest et du Bengale. Mais la démission des gouvernements congressistes en 1939 pour protester contre l'entrée en guerre de l'Inde sans engagement sur l'indépendance lui profite, elle peut enfin former des gouvernements dans certaines provinces. Alors que les dirigeants du CNI retrouvent le chemin de la prison à l'été 1942 après la résolution *Quit India*, la Ligue musulmane propage l'idée que les régions où les musulmans sont majoritaires doivent prendre en main leur destin pour ne pas tomber sous la coupe d'une majorité hindoue. S'enracine la revendication d'une partition de l'empire des Indes et de la création d'un État pour les musulmans, basée sur la « théorie des deux nations » avancée par Mohammed Iqbal (1877-1938), selon l'idée, déjà implicite dans la résolution de Lahore adoptée par la Ligue musulmane en mars 1940, que hindous et musulmans appartiennent à deux cultures différentes.

Lorsque Jinnah rencontre en septembre 1944 Gandhi sorti de prison, c'est surtout pour entériner un constat d'échec quant à la possibilité d'un accord qui préserve l'unité de la colonie britannique. Celle-ci est définitivement enterrée avec l'échec de la *Cabinet mission* dépêchée par Londres en 1946 pour parvenir à une solution confédérale. Quelques mois plus tôt, lors des élections provinciales, la Ligue musulmane s'est affirmée comme le parti dominant dans les provinces à majorité musulmane, à l'exception de la Province frontalière du Nord-Ouest ; une majorité de musulmans votent aussi pour la Ligue musulmane dans des provinces où ils sont minoritaires. Des violences communautaires éclatent à Calcutta en

HISTOIRE

août 1946. Un gouvernement intérimaire est formé en septembre auquel participent le CNI et la Ligue musulmane, mais les antagonismes demeurent au moment où les Britanniques annoncent leur intention de transférer le pouvoir. L'épilogue survient avec la désignation de Cyril Radcliffe, un juriste britannique sans connaissance du terrain, pour présider aux deux commissions chargées de tracer la future frontière entre l'Inde et le Pakistan. Les provinces du Pendjab, à l'ouest, et du Bengale, à l'est, sont divisées ; le Pakistan occidental et le Pakistan oriental seront séparés par plus de 2 000 km de territoire indien. La ligne de démarcation séparant les deux nouvelles entités est annoncée cinq semaines plus tard, le 17 août 1947, deux jours après l'indépendance de l'Inde. Le cadre est fixé pour le plus important échange de populations de l'histoire ; il se déroule dans un climat de violence confessionnelle exacerbée. On estime qu'un million de personnes sont tuées, et à environ 15 millions le nombre de réfugiés, sikhs et hindous dans un sens, musulmans dans l'autre, qui franchissent la frontière indo-pakistanaise. En 1951, l'Inde compte toutefois encore 34 millions de musulmans – le même nombre qu'au seul Pakistan occidental –, soit près de 10 % de la population.

Que sont devenus les États princiers à l'indépendance ?

À la veille de l'indépendance, le pays est administrativement divisé. D'un côté, l'Inde britannique, constituée de 17 provinces situées surtout sur les côtes et dans les plaines alluviales, placées directement sous la tutelle du colonisateur et dirigées soit par un gouverneur/lieutenant-gouverneur, soit par un commissaire en chef. De l'autre, plus de 500 États princiers dont la plupart des souverains – maharadjahs hindous et nababs musulmans – s'accommodent de la suzeraineté britannique exercée par le vice-roi en échange du maintien de leur autorité locale. Ces États princiers couvrent 40 % de l'empire des Indes et rassemblent environ un cinquième de la population. La superficie des deux plus grands, le Jammu-et-Cachemire et le Hyderabad, est supérieure à 200 000 km², alors que les plus petits ne dépassent pas 25 km².

L'*India Independence Act* de juillet 1947 offre aux États princiers le choix entre l'intégration, à l'Inde ou au Pakistan, et le mirage de l'indépendance. Le rattachement à l'un ou l'autre des deux nouveaux États (13 rejoignent le Pakistan) se déroule dans l'ensemble sans heurts. L'instrument d'accession

HISTOIRE

prévoit en effet que la tutelle des princes sur « leur » territoire soit maintenue, à l'exception de la défense nationale, des affaires étrangères et des communications. De fait, l'accession se transforme en intégration à l'Union indienne, les princes étant seulement autorisés à garder leurs titres et à bénéficier d'une pension à vie comme compensation de leur pouvoir perdu – pension abolie par le 26^e amendement à la Constitution en 1971. Plusieurs d'entre eux se reconvertiront dans la politique. Les seules difficultés portent sur le contentieux avec le Pakistan au sujet du Jammu-et-Cachemire¹ et de deux États enclavés en Inde où un souverain musulman règne sur une population majoritairement hindoue : l'envoi d'une force armée scelle le rattachement à l'Inde de la principauté de Junagadh (située sur la côte du Gujarat), où le nabab souhaitait un rattachement au Pakistan, et de l'État de Hyderabad, où le nizam doit renoncer à l'indépendance en septembre 1948.

L'article 1^{er} de la Constitution de 1950 définit l'Inde comme une « Union d'États ». L'article 3 prévoit que le Parlement national peut décider de la création d'un nouvel État à partir du territoire d'un autre État ou de l'union de deux États ou de parties de leurs territoires. Le Parlement peut aussi modifier les limites d'un État ou son nom. Le territoire national est divisé selon quatre catégories d'États (A, B, C, D), basées sur les provinces de l'Inde britannique et sur les États princiers. Une vaste réorganisation est ensuite opérée en 1956 : les quatre catégories sont abolies au bénéfice d'une simple distinction entre États et Territoires de l'Union ; des frontières d'États sont modifiées sur une base linguistique. Déjà

1. Voir la question 15, « Comment le Cachemire est devenu la source de conflits avec le Pakistan ? », p. 59.

HISTOIRE

en 1953, un mouvement populaire a conduit à la création, à partir des districts septentrionaux de l'État de Madras, d'un État de langue télougou, l'Andhra Pradesh ; le Telengana lui est adjoint en 1956 (il fera sécession en 2014). La reconfiguration des États de l'Union indienne est un processus continu. En 1960, l'État de Bombay est scindé entre Maharashtra et Gujarat. L'Haryana est constitué en 1966 avec le sud du Pendjab. En 2000, le Chhattisgarh est créé à partir d'une scission des districts du sud-est du Madhya Pradesh, de même que le Jharkhand est détaché de la partie méridionale du Bihar. Des Territoires deviennent des États : l'Himachal Pradesh en 1971, le Manipur et le Tripura en 1972, Goa, le Mizoram et l'Arunachal Pradesh en 1987.

En 2020, l'Inde compte 28 États de l'Union, présentant de vastes disparités territoriales et démographiques : des 232 millions d'habitants de l'Uttar Pradesh aux 658 000 résidents du Sikkim (estimation 2020), des 342 000 km² du Rajasthan aux 3 700 km² de l'État de Goa. Des 8 Territoires de l'Union, celui du Ladakh créé en 2019 est le plus grand, tandis que le plus peuplé est de loin la capitale, New Delhi.

À quoi ressemblait l'Inde en 1947 ?

L'Inde qui accède à l'indépendance le 15 août 1947 est encore un dominion au sein du Commonwealth britannique. Elle ne devient officiellement une république que le 26 janvier 1950 avec l'adoption de la Constitution et la nomination d'un président en lieu et place du gouverneur général de l'Inde (Louis Mountbatten pendant quelques mois, puis Chakravarti Rajagopalachari [1878-1972], une personnalité politique tamoule). Le pouvoir exécutif est cependant entre les mains du Premier ministre, Jawaharlal Nehru (1889-1964). Bien des maux du sous-développement sont présents. L'économie repose encore largement sur une agriculture qui ne répond pas à l'accroissement d'une population approchant les 350 millions d'habitants et qui augmente de plus de 5 millions par an. La pauvreté conjuguée à une mauvaise situation sanitaire limite en 1950 l'espérance moyenne de vie à la naissance à 32 ans. Enfin, l'analphabétisme reste largement répandu : d'après le recensement décennal de 1951, seule 1 personne sur 6 sait lire et écrire.

La partition du sous-continent a affaibli la structure économique, en rompant la complémentarité qui existait entre l'Inde

HISTOIRE

et ce qui est dorénavant le Pakistan. Avec 82 % de la population de l'Inde indivise, le nouvel État ne peut compter que sur les deux tiers des récoltes de riz et de blé, notamment du fait de la perte des terres bien irriguées du Pendjab occidental. Si les filatures de coton et de jute sont installées en Inde, une grande partie des fibres de jute et 40 % des fibres de coton proviennent des territoires cédés au Pakistan. Une consolation : l'essentiel du secteur industriel se trouve en territoire indien, mis en valeur pour une part significative grâce à des capitaux nationaux – les intérêts britanniques étaient en effet surtout tournés vers les exportations de matières premières. La Seconde Guerre mondiale a même profité à l'industrie du fait de la désorganisation du trafic maritime et de la demande occasionnée par l'approvisionnement des forces alliées sur les théâtres d'opérations au Moyen- et en Extrême-Orient. Pour autant, le secteur secondaire demeure faible, et le pays doit importer l'essentiel des biens d'équipement nécessaires à une industrialisation. Près de 9 habitants sur 10 vivent dans les campagnes et l'agriculture représente la moitié du revenu national. L'accroissement de la production agricole est resté inférieur à celui de la population durant la première moitié du siècle. Les faibles rendements, liés à l'absence de mécanisation et à une dépendance aux aléas climatiques (moins de 20 % des terres sont irriguées), font qu'en 1947 plus de 2 millions de tonnes de céréales sont importées pour parer aux risques de disette. Le taux de mortalité est en sensible diminution, mais l'accroissement de la population découle surtout d'une fécondité qui se maintient à un niveau très élevé.

À l'intégration des États princiers s'ajoutent les drames humains liés aux sanglants affrontements communautaires accompagnant la partition, bientôt suivis par le douloureux

HISTOIRE

problème de l'intégration de millions de réfugiés¹. Beaucoup doutent alors de l'unité d'un pays multiethnique, multiconfessionnel, multilingue, stratifié en castes, et à la pauvreté endémique. Le commandant en chef des troupes britanniques en Inde à la veille de l'indépendance, Claude Auchinleck, fait part de son scepticisme quant à la durabilité du nouvel État : « Le Pendjabi est aussi différent du Madrassi qu'un Écossais l'est d'un Italien. [...] Personne ne peut construire une nation à partir d'un continent fait de plusieurs nations. » Le questionnement sur la viabilité de l'Union indienne perdurera longtemps. Pourtant, trois quarts de siècle plus tard, non seulement le pays n'a pas connu l'implosion redoutée malgré les affrontements communautaires, les tensions ethniques et les discriminations sociales, mais il a su instaurer et préserver un cadre démocratique.

1. Voir la question 3, « La partition était-elle inéluctable ? », p. 21.

Pourquoi Gandhi a-t-il été assassiné ?

Plus de cent cinquante ans après sa naissance, la figure de celui qui a mené pendant trois décennies le mouvement d'émancipation anticolonial reste présente, transcendant les clivages politiques. Depuis 2001, le visage de la « Grande Âme » (Mahatma) apparaît sur tous les billets de banque – un comble pour un homme dépourvu d'attache matérielle et que Churchill avait qualifié de fakir à demi nu. Le jour de la naissance de Gandhi, le 2 octobre, est férié, et une statue de lui orne les villes du pays, qui ont aussi leur « M. G. Road ». Les visites de dirigeants étrangers passent rituellement par un recueillement sur le lieu de la crémation du Mahatma à Delhi, immortalisée par les photos d'Henri Cartier-Bresson.

Mohandas Karamchand Gandhi est né en 1869 dans le Gujarat, à Porbandar, dans la caste des baniyas (commerçants, prêteurs sur gages). Il est abattu à bout portant le 30 janvier 1948 par Nathuram Godse, un extrémiste hindou, alors qu'il se rendait à sa séance collective de prières dans les jardins de la maison de l'industriel Ghanshyam Das Birla (1894-1983) à New Delhi. Dix jours plus tôt, alors qu'il se remettait d'un nouveau jeûne en faveur de la réconciliation entre hindous et